



CHAPITRE 76

CHAPTER 76

Loi modifiant la charte de la ville de
Pointe-Claire

An Act to amend the charter of the town
of Pointe-Claire

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Pointe-Claire a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 71, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées;

Attendu que la ville de Pointe-Claire a représenté que sa population justifie sa constitution en corporation de cité;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Consti-
tution.

1. Les habitants et les contribuables de la ville de Pointe-Claire et leurs successeurs constituent une cité sous le nom de "Cité de Pointe-Claire".

Nom.

Disposi-
tions ap-
plicables.

2. La cité de Pointe-Claire est régie par les dispositions de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) et ses amendements, sauf en ce qu'ils peuvent être incompatibles avec les dispositions de la présente loi et ses amendements.

Succes-
sion.

3. La corporation constituée par la présente loi succède aux droits, privilèges, obligations, bons, créances, et actions de la corporation de la ville de Pointe-Claire.

Preamble.

WHEREAS the town of Pointe-Claire has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George V (second session), chapter 71, and the acts amending it, be again amended;

Whereas the town of Pointe-Claire has represented that its population justifies its incorporation as a city;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Incorpo-
ration.

1. The inhabitants and ratepayers of the town of Pointe-Claire and their successors shall form a city under the name of "City of Pointe-Claire".

Name.

Provisions
to apply.

2. The city of Pointe-Claire shall be governed by the provisions of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) and its amendments, save in so far as they may be inconsistent with the provisions of this act and its amendments.

Succes-
sion.

3. The corporation constituted by this act shall succeed to the rights, privileges, obligations, bonds, claims and actions of the corporation of the town of Pointe-Claire.

Maire et échevins.

4. Le maire et les échevins actuels de la ville, ou leurs remplaçants en cas de vacance, resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés, en vertu des dispositions prévues par la loi.

4. The present mayor and the aldermen of the town, or their successors in case of vacancy, shall remain in office until replacement, under the provisions provided by the law.

Mayor and aldermen.

Officiers.

5. Les officiers municipaux actuels de la ville resteront en fonction jusqu'à leur remplacement par le conseil de la cité de Pointe-Claire, en vertu des dispositions de la Loi des cités et villes ou toute autre loi spéciale régissant la ville de Pointe-Claire.

5. The present municipal officers of the town shall remain in office until their replacement by the council of the city of Pointe-Claire, under the provisions of the Cities and Towns Act or any special act governing the town of Pointe-Claire.

Officers.

Billets, etc.

6. Tous les billets, bons, obligations, engagements, titres, actes ou contrats quelconques souscrits, endossés, acceptés ou émis par la ville de Pointe-Claire jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux.

6. All notes, bonds, debentures, agreements, titles, deeds or contracts whatsoever signed, endorsed, accepted or issued by the town of Pointe-Claire, until the coming into force of this act, shall continue to have legal effect.

Notes, etc.

Règlements, etc.

7. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, rôles d'évaluation, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, faits et consentis par le conseil de la ville, continueront d'avoir leurs effets, jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés ou exécutés.

7. All by-laws, resolutions, records, assessment rolls, valuation rolls, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, made and authorized by the council of the town, shall continue to have effect until amended, annulled, repealed or carried out.

By-laws, etc.

S.R., 1909, a. 5652a, remp. pour la cité.

8. L'article 5652a des Statuts refondus, 1909, décrété, pour la cité, par l'article 6 de la loi 8 George V, chapitre 92, est remplacé par le suivant :

8. Article 5652a of the Revised Statuts, 1909, enacted, for the city, by section 6 of the act 8 George V, chapter 92, is replaced by the following :

R.S., 1909, a. 5652, replaced for city.

Prélèvement sur propriétaires.

"5652a. Le conseil peut aussi, par règlement, prélever sur les propriétaires riverains, ou répartir entre eux, en totalité ou en partie, en proportion de la ligne de front ou de la superficie, le montant déjà dépensé ou à dépenser pour les travaux se rapportant à la construction et l'installation de l'aqueduc et de ses accessoires; pourvu que, dans aucun cas, cette imposition n'excède le coût d'un tuyau de six pouces de diamètre avec ses accessoires; et le coût des travaux d'aqueduc déjà faits pourra être imposé de nouveau comme un seul et même tout et réparti entre les propriétaires riverains conformément aux dispositions du présent article."

"5652a. The council may also, by by-law, levy upon the owners of bordering properties or apportion among them in whole or in part, either proportionate to the frontage or to the area, the amount already spent, or to be spent for work in connection with the construction and installation of the waterworks and its accessories; provided that in no case shall such charge be greater than the cost of a water-pipe six inches in diameter and its accessories; and the cost of the waterworks already made may be reassessed as a single whole and apportioned amongst the owners of bordering properties in accordance with the provisions of this article."

Levy upon owners.

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

9. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant :

9. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after the paragraph 1, the following :

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

Rues, etc.,
propriété
de la cité.

"1^a Les rues, ruelles et chemins publics actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité ou indiqués comme tels aux plan et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement de Montréal et au rôle d'évaluation de la cité avant le premier janvier 1958 et non taxés depuis au moins trois ans avant la sanction de la présente loi, sont censés être des rues, ruelles et chemins publics et la propriété de la cité sur toute leur superficie, et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi. La cité devra publier le présent paragraphe 1^a durant deux semaines dans l'année, à intervalle de six mois, en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district de Montréal ainsi que dans la *Gazette officielle de Québec*."

S.R.,
c. 233,
a. 495,
remp.
pour la
cité.
Appel au
bureau de
revision.

10. L'article 495 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant :

"495. Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre du rôle tel que préparé, pour lui-même ou pour un autre, peut en appeler au bureau de revision, composé de trois membres et nommé par le conseil, en donnant à cette fin, au greffier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte, et, s'il se plaint que l'évaluation de ses propriétés est trop élevée, il doit mentionner, dans l'avis, le montant de l'évaluation qu'il reconnaît juste. Les trois membres du bureau de revision sont nommés par le conseil à sa première assemblée du mois de janvier, chaque année, et doivent comprendre un avocat membre en règle du Barreau de la province, agissant comme président, un architecte ou un ingénieur professionnel ou un entrepreneur général, et un propriétaire. Le greffier de la Cour municipale agit comme secrétaire du bureau de revision."

Streets,
etc., prop-
erty of
city.

"1a. The streets, lanes and public roads now open for the use of the public within the limits of the city or indicated as such on the official plan and book of reference of the registry office of Montreal and on the valuation roll of the city before the first of January, 1958 and not taxed for at least three years before the sanction of this act, shall be deemed to be public streets, lanes and roads and the property of the city for their whole extent, and every claim and right of action for the ownership of the land or roadbed shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year from the sanction of this act. The city must publish the present paragraph 1a. during two weeks in the course of the year, at an interval of six months, in French in a French newspaper and in English in an English newspaper of the district of Montreal and also in the *Quebec Official Gazette*."

10. Section 495 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 495,
replaced
for city.

"495. During such time any person who thinks himself entitled to complain, for himself or for another, of the roll as drawn up, may appeal therefrom to the board of revision, composed of three members and appointed by the council, by giving for that purpose a written notice to the clerk, stating the grounds of his complaint, and, if he complains that the valuation of the property is too high, he shall mention, in the notice, the amount of the valuation considered by him to be just. The three members of the board of revision shall be appointed by the council at its first meeting in the month of January, each year, and must include the municipal judge, or in his absence a lawyer being a regular member of the Bar of the Province, acting as chairman, an architect or professional engineer or general contractor, and one property-owner. The clerk of the Municipal Court shall act as secretary of the board of revision."

Appeal to
board of
revision.

S.R.,
c. 233,
a. 496,
remp.
pour la
cité.

Audition
des
plaintes.

Décisions.

11. L'article 496 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"496. Le bureau de revision à sa première séance générale après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 494, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment reçu par son président, ainsi que les estimateurs, s'ils désirent être entendus, et les témoins produits de la part de la municipalité, le bureau de revision maintient ou modifie le rôle selon qu'il lui paraît juste."

S.R.,
c. 233,
a. 497,
remp.
pour la
cité.

Revision,
homologation

Correc-
tions.

Avis.

12. L'article 497 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"497. Dans tous les cas, il est du devoir du bureau de revision de procéder, dans cette séance qu'il ajourne autant de fois qu'il est nécessaire, à la revision du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non.

Il peut faire aussi tout changement de phraséologie nécessaire.

Cependant, lorsque le bureau de revision décide de reviser l'évaluation d'une propriété sans qu'une plainte ait été déposée, il doit en donner avis d'au moins huit jours au propriétaire inscrit au rôle pour lui permettre de se faire entendre lors de cette revision. Cet avis doit indiquer la date et l'heure de la séance au cours de laquelle le bureau proc dera à cette revision."

S.R.,
c. 233,
a. 498,
remp.
pour la
cité.

Entrée en
vigueur
du rôle.

13. L'article 498 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"498. Après avoir jugé les plaintes déposées, le bureau de revision retourne le rôle d'évaluation au conseil pour homologation; et le rôle ainsi homologué reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle."

S.R.,
c. 233,
a. 499,
remp.
pour la
cité.

14. L'article 499 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

11. Section 496 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"496. The board of revision at its first general sitting after the expiration of the thirty days mentioned in section 494, shall take into consideration and decide all complaints made under section 495.

After having heard the parties and their witnesses on oath administered by its presiding officer, as also the assessors, if they wish to be heard, and the witnesses produced on behalf of the municipality, the board of revision shall maintain or alter the roll, as it may deem just."

12. Section 497 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"497. In all cases, the board of revision shall proceed, at such sitting, which it may adjourn as often as may be necessary, to revise the roll, whether it be complained of or not.

It may also correct the form of the language used.

However, when the board of revision decides to revise the valuation of a property when no complaint has been made, it shall give a notice of at least eight days to the proprietors entered on the roll to allow such person to be heard at the time of this revision. This notice shall mention the date and hour of the hearing at which the board will proceed to such revision."

13. Section 498 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"498. After all the complaints filed have been decided, the board of revision shall return the valuation roll to the council for homologation; and the roll so homologated shall remain in force until the coming into force of a new roll."

14. Section 499 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 496,
replaced
for city.

Hearing
com-
plaints.

Decisions.

R.S.,
c. 233,
s. 497,
replaced
for city.

Revision,
homologation

Correc-
tions.

Notice.

R.S.,
c. 233,
s. 498,
replaced
for city.

Coming
into force
of roll.

R.S.,
c. 233,
s. 499,
replaced
for city.

Omis-
sions.

"499. S'il y a eu omission de quelque propriété dans le rôle préparé par les estimateurs, le bureau de revision peut ordonner à ces officiers d'évaluer cette propriété et de l'ajouter au rôle.

Homolo-
gation.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette addition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation et être entendu devant le bureau de revision avant l'homologation du rôle par le conseil."

S.R.,
c. 233,
a. 538,
am. pour
la cité.Rôle de
percep-
tion sup-
plémentaire.

15. L'article 538 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant l'alinéa suivant:

"De plus, aussitôt qu'un rôle d'évaluation supplémentaire a été homologué, il fait un rôle de perception supplémentaire en tenant compte des changements ainsi faits au rôle d'évaluation et en déterminant, quant aux immeubles affectés par ceux-ci, la proportion des contributions financières à payer pour la partie qui reste à courir de l'année fiscale de la cité."

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"499. If any property be omitted from the roll prepared by the assessors, the board of revision, may order such officers to value such property and add it to the roll.

Omis-
sions.

In such case, the roll cannot be homologated until a special notice of eight days, in relation to such addition, has been given to the proprietor, who may within such delay, file his complaint against the valuation, and be heard before the board of revision prior to the homologation of the roll by the council."

Homolo-
gation.

15. Section 538 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 538,
am. for
city.

"He shall also, as soon as a supplementary valuation roll has been homologated, make a supplementary collection roll taking into account the changes thus made in the valuation roll and determining, as to the immoveables affected thereby, the proportion or the real estate contributions which must be paid for the unexpired portion of the fiscal year of the city."

Supple-
mentary
collection
roll.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.